



SO WHAT ?

N° 30

Editorial



Cette trentième mouture de la lettre d'actualité de l'Observatoire est publiée avec un peu de retard sur son calendrier habituel, et couvre ainsi à la fois les mois de juin et le début du mois de juillet. Il faut dire qu'avec l'annonce surprise, le 22 mai dernier, du (désormais ex) Premier ministre Rishi Sunak de l'organisation d'élections générales avec trois mois d'avance et la dissolution du Parlement une semaine plus tard, le mois de juin a essentiellement été un mois de campagne électorale. Puisque c'est à l'aune de ses résultats que l'on est le plus à même de revenir sur les sursauts de cette campagne, il a ainsi fallu attendre le 4 (ou plutôt le 5) juillet pour en tirer les premières leçons. Soulignons, à cet égard, qu'un [premier article a été mis en ligne le jour même](#) pour revenir sur les résultats historiques de cette élection et en souligner les nuances ([voir aussi le billet au Club des Juristes paru le 9 juillet](#)). Si nous renvoyons donc à ces articles pour l'analyse de résultats plus complexes que les scores francs ne semblent l'indiquer, nous en résumerons ici les principaux tenants et reviendrons, donc, sur une campagne perdue (et gagnée) d'avance.

Parce qu'il n'y a, finalement, pas eu de surprise ; les perdants perdaient, les gagnants gagnaient, et rien, dans la campagne menée par les uns et les autres, n'est parvenu à renverser les pronostics. Revenons ainsi sur les uns, puis sur les autres.

Des perdants...

Première force politique dont l'échec électoral, bien que programmé, n'en demeure pas moins brutal : le *Scottish National Party*, SNP, chute de très haut puisqu'il passe de quarante-huit à neuf sièges, son score le plus bas depuis 2015 et l'arrivée de Nicola

Sturgeon à la tête du parti. Il faut dire qu'avec les heurts qu'a connus le parti dans les derniers mois de la précédente législature et le changement précipité de leader qui en a découlé (nous avons évoqué cette crise écossaise dans deux précédentes lettres, celles d'[avril](#) et de [mai 2024](#)), le SNP partait avec un sérieux handicap. John Swinney, vétéran du parti nommé à la hâte après la démission d'Hamza Yousaf, avait par ailleurs fait de la [question de l'indépendance le pivot de cette campagne](#) – alors même que la question avait été globalement mise de côté par l'ancien gouvernement écossais. Un vote SNP équivalait ainsi, au titre du *manifesto* du parti, à une manière d'accentuer la « pression » sur Westminster pour obtenir l'organisation d'un second référendum.

La perte de vitesse de la question de l'indépendance, quant à laquelle les opinions se sont renversées en 2020 et restent, depuis, [extrêmement partagées](#), a ainsi sans doute joué un rôle dans l'échec électoral rencontré par le parti qui devient lointain quatrième en termes de sièges occupés à la Chambre des communes. John Swinney appelle désormais à un « [examen de conscience](#) » du parti et à une coopération renforcée avec le nouveau gouvernement travailliste.

Mais ce sont bien sûr les conservateurs qui ressortent les plus perdants de cette élection générale. Le constat vaut à la fois sur le plan individuel et sur le plan collectif. [Jamais autant de ministres en exercice](#) n'ont perdu leur siège lors d'une élection générale (douze, si l'on s'en tient au gouvernement en tant que tel, trente et un si on se penche sur le gouvernement élargi), et ce sont ainsi des grands noms du parti conservateur qui perdent leur siège à la Chambre des communes au bénéfice des travaillistes. Citons, pêle-mêle, Penny Mordaunt (*leader* de

la Chambre des communes), Jacob Rees-Mogg (anti-européaniste et pro-Brexit convaincu) et, surtout, l'ancienne Première ministre Lizz Truss elle-même qui, après avoir battu le [triste record du passage le plus bref à Downing Street](#), est aussi la première ancienne cheffe de gouvernement à avoir perdu son siège à la Chambre depuis 1935 (il s'agissait alors de [Ramsay MacDonald](#), lui aussi assez éphémère Premier ministre du Royaume-Uni de janvier à novembre 1924, mais qui le fut bien plus longtemps par la suite, de 1929 à 1935). Les rescapés ne sont alors pas si nombreux, et incluent notamment Rishi Sunak. Mais c'est sur le plan collectif que les conséquences sont les plus visibles. Outre la perte de 252 sièges à la Chambre des Communes, ce sont aussi et surtout des territoires entiers que perd le parti Conservateur : la Cornouailles, le pays de Galles et l'Oxfordshire ne comptent plus aucune circonscription conservatrice.

Les raisons de cet échec électoral sont connues.

Le passage de Rishi Sunak à Downing Street a été ponctué de crises plus ou moins profondes : la saga rwandaise, évidemment, et plus généralement une crise migratoire que le gouvernement n'est pas parvenu à endiguer, mais aussi la dégradation de la situation du *National Health Service* (NHS, le système de santé britannique), une inflation aggravée par rapport à l'Europe continentale et une série de revers politico-judiciaires, notamment vis-à-vis de l'Irlande du Nord, ont ainsi tracé la route d'une catastrophe électorale que les élections locales de mai avaient clairement annoncée. La campagne électorale n'a ainsi pas permis de rectifier le tir et d'atténuer les dégâts. La dissolution anticipée du Parlement a [contraint le gouvernement sortant à abandonner des textes](#), y compris le très médiatique *Tobacco and Vapes Bill* qui devait créer une génération « sans tabac », et, surtout, le *Data Protection and Digital Information Bill* qui devait remplacer le RGPD européen et réformer le régime de protection et de gouvernance des données personnelles (nous avons présenté le contenu de ce projet dans la [lettre d'actualité de janvier](#)). Rishi Sunak lui-

même a contribué à une campagne globalement catastrophique. Son [départ précipité des commémorations du Débarquement de Normandie](#), l'accumulation de petites gaffes (comme celle de [demander à des supporters de l'équipe du pays de Galles](#), non qualifiée pour le championnat d'Europe de football, s'ils avaient hâte que la compétition commence) et de plus grosses erreurs politiques (comme celle de faire du projet de remettre en place un [service national obligatoire](#) la première mesure annoncée du programme du parti) et un *manifesto* fait de baisses d'impôts et d'aides sociales massives ont ainsi achevé d'enterrer tout espoir de victoire, même minimale, du parti Conservateur. Trois semaines avant le scrutin, les responsables du parti appelaient déjà à ne pas accorder au parti travailliste une « [super-majorité](#) » (*supermajority*) – une manière comme une autre d'accepter la défaite.

... et des gagnants

L'un des facteurs déterminants de l'ampleur de cette défaite reste l'entrée à la Chambre des communes de députés *Reform UK*, le parti d'extrême droite qui avait déjà commencé à [débaucher des membres du parti Conservateur](#) au plus haut des débats sur la question rwandaise. Le risque de voir ce parti (ancien *Brexit Party*, lui-même né d'une scission du *UK Independence Party*, UKIP) grignoter les voix conservatrices avait, en fait, [été anticipé par le gouvernement](#). La période initiale d'organisation du scrutin devait permettre de mettre hors course Nigel Farage, pressenti pour en prendre la tête, dans la mesure où il était prévu qu'il apporte son aide à Donald Trump dans le cadre d'élections présidentielles organisées de manière simultanée. Si le rapprochement du scrutin et son éloignement des échéances américaines devaient, mécaniquement, faire perdre cet avantage au gouvernement, il tablait sur l'effet de surprise pour ne pas permettre à *Reform UK* de se mettre en ordre de bataille. Si Nigel Farage a commencé par annoncer [qu'il ne participerait pas à ces élections](#), il est finalement revenu sur sa



© Davey, Telegraph

décision pour [prendre le lead de la campagne](#) de son parti.

Au final, *Reform UK* confirme son entrée à la Chambre des communes avec cinq députés, dont Nigel Farage lui-même. Ce chiffre, [bien plus modeste](#) que les sondages les plus alarmistes ne l'avaient laissé entendre, dissimule des résultats qui ont de quoi inquiéter : *Reform UK* [arrive second dans une centaine de circonscriptions](#), dont 93 ont été remportées par les travaillistes. Le défi que représente ce parti pour l'ensemble du paysage politique anglais ne doit donc pas être minimisé.

Ce défi s'adresse tout particulièrement aux grands gagnants de ces élections : avec 412 sièges, le parti travailliste égale presque son meilleur score (418 sièges en 1997). Si, [comme le souligne l'article précédemment mentionné publié par l'Observatoire](#), il faut lire cette victoire à l'aune d'une participation amoindrie, d'une dispersion des votes conservateurs (la faute, donc, à *Reform UK*), à un mode de scrutin favorable aux renversements brutaux de majorité et à un score notablement fragile en nombre de voix, on ne peut que reconnaître la franche victoire du parti mené par Keir Starmer, d'ores et déjà nommé [Premier ministre du Royaume-Uni](#). La désastreuse campagne des conservateurs n'a pas manqué d'avantager le parti, qui bénéficiait de toute façon d'un mouvement de rejet des quatorze années de gouvernement *tory*. La présentation d'un [manifesto jugé raisonnable, raisonnablement chiffré et proche des demandes des électeurs](#) a parachevé une campagne relativement calme, même si elle fut ponctuée par une [performance décevante](#) au premier grand débat organisé entre les deux principaux candidats et par la défection de certains anciens députés suite aux désaccords du parti quant à la guerre en Israël et le Hamas ([quatre d'entre eux ont ainsi été élus en tant qu'indépendants](#)). Sans particulière flamboyance, Keir Starmer est donc parvenu à convaincre les électeurs.

Et comme [il l'a annoncé dès la première réunion de son cabinet](#), le nouveau Premier ministre s'est immédiatement mis au travail. En nommant son cabinet, tout d'abord, et en annonçant ainsi tout de suite la couleur : paritaire, composé de députés expérimentés ([dont certains ont d'ailleurs servi sous Tony](#)

[Blair et Gordon Brown](#)) et issus de toutes les classes sociales ([une majorité d'entre eux ayant ainsi utilisé les bancs d'établissements scolaires publics \(les *comprehensive schools*\), et pas d'établissements privés, sélectifs et/ou religieux](#) (les *grammar, private* et les *boarding schools*), ce nouveau gouvernement a de quoi susciter à la fois l'espoir... et les attentes. À cet égard, Keir Starmer n'a pas traîné pour tenir l'une de ses promesses les plus médiatiques : le partenariat migratoire entre le Royaume-Uni et le Rwanda [n'aura pas survécu à son premier jour au pouvoir](#). Comme pressenti, et contrairement à ce que Rishi Sunak a pu espérer, aucun avion ne transposera de demandeurs d'asile vers les centres de rétention rwandais. Si l'on peut se réjouir de la fin de cette sinistre affaire, le sentiment de gâchis (de temps, de travail politique et, surtout, de confiance dans les institutions) qu'elle laisse derrière elle n'en reste pas moins navrant.

Dernier grand gagnant, qui a d'ailleurs sans doute contribué à une victoire moins fracassante que prévu pour les travaillistes : le parti *Liberal Democrat*, ou Lib Dem, arrivé troisième de ce scrutin avec 72 sièges. Il s'agit là encore d'un score historique pour le parti qui dépasse son précédent record de 60 sièges, obtenu lors du scrutin de 2005. Assez notablement, c'est dans d'anciennes circonscriptions conservatrices que le parti réalise ses plus beaux scores (c'est ainsi le cas de Shropshire North, remportée avec 53 % des voix), [contribuant au passage à la défaite de quatre ministres](#) ; et ses députés sont parvenus à s'ancrer en Écosse, subtilisant ainsi deux sièges au SNP dans les circonscriptions de Caithness, Sutherland et Easter Ross et d'Inverness, Skye et West Ross-shire. Si le parti a probablement lui aussi bénéficié du rejet des *tories* par les électeurs, une part conséquente de sa réussite tient à son *leader*, Ed Davey. Vétéran de la politique puisqu'élu presque en continu de la circonscription de Kingston et Surbiton, le chef du parti depuis 2020 a articulé sa campagne sur deux grands axes.

Le premier est la santé publique, le fameux NHS, et la protection de l'environnement. Si la première question a été investie par Rishi Sunak qui promettait de réduire les temps d'attente galopants des hôpitaux publics britanniques, les Lib Dems lui consacraient

l'essentiel de leur *manifesto* et répondaient ainsi à [l'une des préoccupations majoritaires des britanniques](#). Cette focalisation est aussi politique que personnelle pour Ed Davey, [aidant pour son fils sévèrement handicapé](#). En matière environnementale, le [parti Lib Dem était classé second](#) (juste derrière, bien entendu, le parti vert) par Greenpeace. Bien conscient de son incapacité à se hisser au pouvoir, il s'agissait plutôt de mettre à l'ordre du jour des sujets peu abordés par les deux grands partis – et, à cet égard, Ed Davey a rapidement fait savoir son intention [d'imposer la question du soin et de l'aide sociale](#) à l'ordre du jour de la nouvelle Chambre.

Le mot (ludique) de la fin

Il faut cependant admettre que ce n'est pas toujours à ce sujet qu'Ed Davey a fait parler de lui. Il s'est ainsi surtout illustré, tout au long de la campagne, par des *happenings* plus ou moins loufoques. Quatre jours après l'annonce de la date des élections générales, le *leader* Lib Dem était filmé en [train de chuter d'un paddle](#), avant, le lendemain, de [lancer sa campagne galloise à vélo](#) et de se rendre le surlendemain dans un parc aquatique pour [dévaler un toboggan sur une bouée gonflable](#). La semaine suivante, il présentait son programme économique à l'aide de [blocs de](#)



© Matthew Horwood, Getty Images

[construction](#) avant de se rendre à nouveau dans un [parc aquatique](#), puis dans un [parc d'attraction](#) et de participer à un [parcours du](#)

[combattant](#). C'est véritablement dans les tout derniers jours de la campagne que le candidat s'est le plus illustré. Quatre jours avant le scrutin, il participait à un [cours d'aquagym](#); le lendemain, il [dansait la zumba](#), [sautait à l'élastique](#) et se retrouvait [éjecté d'une bouée à traction](#); l'avant-veille, il [s'essayait de nouveau au paddle](#) dans les vagues de Cornouailles. La succession de ces coups de com (les médias anglais parlent de *stunts*)

n'ont pas seulement contribué à faire parler du parti: ils ont aussi renforcé l'image sympathique et joviale de son *leader*, à mille lieues de la froideur maladroite d'un Rishi Sunak ou des clowneries cyniques d'un Boris Johnson.

Quoi qu'il en soit, il y en a au moins un qui s'est amusé pendant cette campagne. Quant à dire si ce sont ces exploits qui ont permis aux Lib Dems de remporter leurs sièges...

